



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 22 OCT. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APAC 29

ZA de Ty Hémon
29190 Lothey

Références : ENV-D-24. 0513

Code AIOT : 0005516611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement APAC 29 implanté ZA de Ty Hémon 29190 Lothey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APAC 29
- ZA de Ty Hémon 29190 Lothey
- Code AIOT : 0005516611
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APAC 29 est autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans le travail et le traitement de bois par l'arrêté préfectoral n°05-10-AI du 27/01/2010.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure du 30/03/2024

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sécurité/sûreté

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.1.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2	Astreinte, Amende	2 mois
5	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Confinement	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Système d'aspiration	AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2	Levée de mise en demeure
4	Dispositifs de sécurité	AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2	Levée de mise en demeure
9	Vérification Étanchéité/Activité de traitement de bois	Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a partiellement mis en œuvre les actions permettant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 30/03/2023. Ce manquement justifie la proposition de sanctions administratives. L'inspection note la persistance du défaut d'autosurveillances des eaux souterraines depuis 2016.

Par ailleurs, l'inspection a relevé de nouveaux écarts majeurs liés notamment aux conditions d'entretien de l'ouvrage de confinement des eaux susceptibles d'être polluées. L'état de cet ouvrage ne garantit pas la protection des eaux souterraines et superficielles en cas de pollution accidentelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.1.1.

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des installations classées

Prescription contrôlée :

La société APAC29 Industries, dont le siège social est situé zone artisanale de Ty Hémon 29190 LOTHEY, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter à la même adresse, des activités de scierie et dépôt de bois, ainsi qu'une installation de traitement du bois par immersion, dont les installations classées sont détaillées :

Rubriques de la nomenclature	Nature – Volume des activités	RÉGIME (A-D)
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois. Puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines = 493 kW.	A
2415-1	Installation de mise en œuvre de produits de préservation du bois (XYLOPHENE EX 2002) par trempage. Quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 1 000 litres (produit pur = 1000 litres + produit de traitement dilué à 10% = 10000 litres, soit un volume global de 11000 litres dans l'installation).	A
1530-2	Dépôts de bois ou matériaux combustibles analogues. Quantité maximale totale stockée = 4 430 m ³ .	D

Constats :

Rubrique 2410-1 :

L'exploitant déclare l'absence d'évolution pour cette rubrique.

Rubrique 2415-1 :

L'exploitant déclare la mise à l'arrêt de l'activité de traitement de bois.

L'inspection constate l'absence de bac de traitement du bois.

Rubrique 1530-2 :

L'exploitant n'est pas en capacité de justifier la quantité maximale de bois ou de matériaux combustibles analogues stockée.

De plus, l'inspection indique que la rubrique 1530 a été modifiée par le décret n°2010-367 du 13/04/2010. L'activité de dépôt de bois ou de matériaux combustibles analogues relève désormais de la rubrique 1532 de la nomenclature précitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de :

- présenter la mise à jour du classement de ses installations concernées par une rubrique de la nomenclature précitée ;
- déclarer la cessation définitive des activités de traitement de bois selon les dispositions des articles R.521-39-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société APAC 29 est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté du 27 janvier 2010 susvisé relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, sous un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ; [...]</p> <p><u>Article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 27/01/2010 :</u></p> <p>Un piézomètre est créé en amont du bâtiment abritant les installations de mise en œuvre du produit de préservation des bois et deux autres en aval, de part et d'autre de l'axe drainant de la nappe phréatique.</p> <p>Deux fois par an - une en période hautes eaux et une en période basses eaux - l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • relève le niveau piézométrique; • procède à une analyse de l'eau de la nappe sous-jacente - en particulier vis-à-vis des composants du produit de préservation des bois. <p>Les résultats de ces mesures sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées, dans un délai maximal de deux mois. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. [...]</p>
<p>Constats du 20/01/2023 :</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas effectuer de contrôle de la qualité des eaux souterraines. Il a précisé que le volume de bois traité était minime. Par courriel en date du 23/01/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection la quantité de bois traité depuis 2020 : 173 m³ en 2020, 179 m³ en 2021 et 45 m³ en 2022.</p> <p>De plus, l'exploitant a précisé que la production de bois de la scierie était supérieure à 7000 m³/an. L'inspection a constaté la présence de deux piézomètres. En présence de l'exploitant, le troisième n'a pas été retrouvé du fait de la présence de végétation.</p>
<p>Constats du 12/09/2024 :</p> <p>L'exploitant déclare l'absence de réalisation des analyses des eaux souterraines.</p> <p>L'inspection visualise les trois piézomètres et leurs abords et constate que la non-conformité liée à l'absence d'analyse de la qualité des eaux souterraines perdure depuis 2016.</p> <p>Les produits utilisés pour le traitement du bois présentent un risque chimique de pollution des eaux souterraines par la contamination du sol.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Système d'aspiration

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société APAC 29 est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté du</p>

27 janvier 2010 susvisé relatif au système d'aspiration situé entre la scierie et la zone de stockage des sciures, sous un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté ; [...]

Article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 27/01/2010 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction sont d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Constats du 20/01/2023 :

L'inflammation des sciures dans le système d'aspiration peut être à l'origine d'un incendie. L'inspection a constaté la présence d'une accumulation de sciures au niveau du système d'aspiration situé entre la scierie et la zone de stockage des sciures.

Constats du 12/09/2024 :

L'inspection constate l'absence de sciure au niveau du système d'aspiration.

De plus, l'exploitant met à disposition les documents justifiant le remplacement des tuyaux endommagés du système d'aspiration des sciures (bon de commande des pièces de rechange en date du 25/05/2023 et procès-verbal de réception de travaux en date du 11/08/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions particulières

Prescription contrôlée :

La société APAC 29 est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 8.6 de l'arrêté du 27 janvier 2010 susvisé relatif aux dispositifs de sécurité, sous un délai maximal de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 27/01/2010 :

La hauteur de liquide dans les bacs de traitement ne doit pas dépasser un certain niveau empêchant tout débordement lors de l'immersion des bois.

En outre, un détecteur de niveau haut est installé sur chaque bac de traitement. Son déclenchement entraîne :

- l'arrêt automatique des opérations de remplissage,
- l'arrêt de la descente et la remontée de la pile en cours d'immersion,
- l'activation d'une alarme sonore.

[...]

La rétention associée au bac de traitement est équipée d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme visuelle ou sonore.

Constats du 20/01/2023 :

L'inspection a constaté la présence du détecteur de niveau du bac de traitement.

Elle a demandé à l'exploitant d'activer le détecteur afin de vérifier le fonctionnement des automatismes de protection. L'exploitant n'a pas pu l'activer et a déclaré que le détecteur n'avait jamais été contrôlé. Il n'a pas pu indiquer à l'inspection quel était le dispositif de sécurité de la rétention.

Constats du 12/09/2024 :

L'inspection constate l'absence de bac de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 1.3.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Modification et cessation d'activité

Prescription contrôlée :

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Constats :

L'inspection constate la présence d'une cuve de propane d'une capacité de 3,5 tonnes à proximité d'une zone extérieure de stockage de palettes située près de l'atelier palettes et du séchoir. Or, ce risque n'a pas été pris en compte dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation déposé en janvier 2009.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier la suffisance des distances d'éloignement entre la cuve de propane, la zone de stockage de palettes et le séchoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6mois

N° 6 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé ou la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des

monuments.

Constats du 20/01/2023 :

D'après le dossier de demande d'autorisation de 2009 version C, des vannes entre les bassins et les séparateurs d'hydrocarbures et entre ces séparateurs et les fossés permettent d'obturer les circuits pour contenir les eaux d'un éventuel incendie dans les bassins de rétention.

Au niveau du bassin d'orage situé au niveau de l'atelier palettes, l'inspection a constaté :

- que la zone est clôturée et fermée à l'aide d'un cadenas ; cependant une partie de la clôture (côté atelier palettes) a été déformée par les engins et ne permet plus d'assurer sa fonction (notamment vis-à-vis des préventions de chutes) ;
- la présence d'un piézomètre dans la zone clôturée ;
- que le bassin est rempli de végétation et n'assure donc plus sa fonction de bassin de confinement ;
- la présence de ronces au sol rendant la vanne indisponible au vu de la difficulté d'accès.

L'exploitant a précisé que le responsable maintenance est chargé de fermer la vanne en cas d'incendie. L'exploitant n'a pas réussi à la manœuvrer.

Constats du 12/09/2024 :

L'inspection constate qu'aucune action corrective n'a été mise en œuvre depuis la précédente inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Elles sont collectées et évacuées dans le milieu naturel, sous réserve de respecter au droit du rejet, les valeurs limites ci-après :

- hydrocarbures totaux (NF-T 90.114) : 5 mg/l ;
- DCO (NF-T 90.101) : 125 mg/l ;
- MES (NF-EN 872) : 35 mg/l.

Constats du 20/01/2023 :

D'après le dossier de demande d'autorisation de 2009 version C, les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et les zones stabilisées sont collectées puis acheminées vers un bassin d'orage de :

- 160 m³ au niveau de l'atelier palettes ;
- 300 m³ au niveau de la scierie.

Les eaux rejoignent ensuite un séparateur à hydrocarbures avant d'être envoyées vers le fossé longeant la route départementale.

Le jour du contrôle, l'inspection a constaté la présence d'un seul bassin (celui situé au niveau de l'atelier palettes). D'après le plan que l'exploitant a transmis par courriel le 23 janvier 2023 à l'inspection :

- le volume du bassin est de 460 m³ ;
- les eaux pluviales au niveau de la scierie transitent vers ce bassin.

L'exploitant a déclaré que les eaux pluviales n'étaient pas analysées et que le séparateur à

hydrocarbures n'avait jamais été nettoyé. En présence de l'exploitant, l'inspection n'a pas pu constater la présence du point de rejet des eaux pluviales au niveau du fossé.

Constats du 12/09/2024 :

L'exploitant déclare l'absence d'analyses des eaux pluviales et d'entretien du séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant indique que l'exutoire de rejet du bassin de régulation des eaux pluviales et de confinement des eaux susceptibles d'être polluées est le fossé bordant la limite de propriété Sud du site. La présence de végétation très dense n'a pas permis à l'inspection de visualiser cet exutoire de rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3mois

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Constats du 20/01/2023 :

D'après le dossier de demande d'autorisation de 2009 version C, les moyens d'intervention sont les suivants :

- extincteurs ;
- système de désenfumage (scierie) ;
- RIA ;
- 1 poteau incendie (à proximité immédiate de l'usine : 87 m³/h).

L'exploitant a déclaré que les extincteurs et les RIA sont contrôlés par la société DESAUTEL. Il a mis à la disposition de l'inspection le dernier rapport de contrôle du 13/07/2022. D'après le rapport, du matériel devait être changé. L'exploitant a déclaré avoir effectué les remplacements.

L'exploitant a déclaré :

- ne pas contrôler le système de désenfumage.
- que le poteau incendie situé à proximité immédiate de l'usine a été contrôlé en 2008.

Constats du 12/09/2024 :

L'exploitant met à disposition de l'inspection le registre d'intervention de la société DESAUTEL.

L'inspection constate la réalisation de l'entretien annuel des extincteurs, des RIA au mois d'octobre 2023 et du système de désenfumage le 05/09/2024.

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un justificatif de mesure du débit du poteau incendie présent sur son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de fournir :

- le rapport de vérification annuel du système de désenfumage n°RI 03775459 ;

<ul style="list-style-type: none"> le relevé de mesure du débit du poteau incendie situé sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Vérification Étanchéité/Activité de traitement de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2010, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification Étanchéité/Activité de traitement de bois
Prescription contrôlée : [...]L'installation doit satisfaire, au moins une fois par an, à une vérification d'étanchéité : bac de traitement et rétentions. Cette vérification, qui peut être visuelle, est renouvelée après toute réparation notable [...]
Constats du 20/01/2023 : L'exploitant a déclaré ne pas vérifier l'étanchéité du bac de traitement et de sa rétention.
Constats du 12/09/2024 : L'inspection constate l'absence de bac de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite